

Y.Y
N°284
DU 12/03/2019

ARRET CIVIL
CONTRADICTOIRE

5^{ème} CHAMBRE CIVILE

AFFAIRE:

ADF ANZOUAN KACOU
(KOUDOU- GBATE)

C/

MARTINEZ Y ROYO JORGE
MARTINEZ Y ROYO
VANESSA LOLI
(SCPA PARIS VILLAGE)

COUR D'APPEL D'ABIDJAN-COTE D'IVOIRE

CINQUIEME CHAMBRE CIVILE

AUDIENCE DU MARDI 12 mars 2019

La Cour d'Appel d'Abidjan, Cinquième Chambre Civile séant au palais de Justice de ladite ville, en son audience publique ordinaire du mardi douze mars deux mil dix neuf à laquelle siégeaient :

Madame GILBERNAIR B. JUDITH Président de Chambre, **PRESIDENT** ;

Monsieur IPOU K JEAN BAPTISTE et **Madame KAMAGATE NINA** Née AMOATTA, Conseillers à la Cour, **Membres** ;

Avec l'assistance de **Maître YAO AFFOUE**
YOLANDE épouse DOHOULOU, Attachée des
Greffes et Parquets,
Greffier ;

A rendu l'arrêt dont la teneur suit dans la cause ;

ENTRE :

Les Ayants-Droit de Feu ANZOUAN KACOU à
savoir :

Madame : NIAMKE ROSALIE, née le 01 janvier 1949 à Grand-Bassam, secrétaire à la retraite, domiciliée à cocody;

Madame : ANZOUAN KACOU ANASTASIE
MAIRE MARGUERITE, née le 08 mai 1968 à Abidjan, secrétaire, domiciliée à cocody;

Monsieur : ANZOUAN KACOU JEAN-
BAPTISTE, né le 04 janvier 1970 à Treicville, Professeur de cardiologie, domicilié à cocody;



Madame : ANZOUAN KACOU EVELYNE
REINE, née le 25 février 1972 à Treichville,
professeur en médecine, domiciliée à cocody;

Madame : ANZOUAN KACOU LYDIE GISELE
ACOUBA, née le 24 août 1973 à cocody,
Pharmacienne, domiciliée à cocody;

Madame : ANZOUAN KACOU AUGUSTINE
HELENE, née le 23 octobre 1977 à treichville,
juriste, domiciliée à cocody;

Madame : ANZOUAN KACOU ROSALIE
GHISLAINE, née le 24 septembre 1975 à Bassam,
Ingenieur, domiciliée à cocody;

APPELANTS ;

Représentés et concluant par maître P.KOUDOU
GBATE avocat à la cour, son conseil;

D'UNE PART ;

Et :

Monsieur : MARTINEZ Y ROYO JORGE, né le
02 janvier 1948 à Barcelone, de nationalité
Espagnol, hôtelier, demeurant à Grand- Bassam,
quartier France, BP 345 Grand- Bassam ;

Madame : MARTINEZ Y ROYO VANESSA
LOLI, née le 24 mai 1972 à Chatenay- Malabry,
de nationalité Française, demeurant à Paris ;

INTIMES ;

Représentés et concluant par la scpa PARIS VILLAGE, avocat à la cour, son conseil;

D'AUTRE PART ;

Sans que les présentes qualités puissent nuire ni préjudicier en quoi que ce soit aux droits et intérêts respectifs des parties en cause, mais au contraire et sous les plus expresses réserves des faits et de droit ;

FAITS : Le Tribunal de Première Instance d'Abidjan Plateau, section de Grand-Bassam statuant en la cause en matière civile, a rendu l'ordonnance n° 56 en date du 22 août 2018, aux qualités duquel il convient de se reporter ;

Par exploit en date du 09 octobre 2018, maître P.KOUDOU GBATE, conseil des Ayants-Droit de Feu ANZOUAN KACOU a déclaré interjeter appel du jugement sus-énoncé et a, par le même exploit assigné monsieur MARTINEZ Y ROYO JORGE ET AUTRE, à comparaître par devant la Cour de ce siège à l'audience du 23 octobre 2018 pour entendre confirmer ladite ordonnance;

Sur cette assignation, la cause a été inscrite au Rôle Général du Greffe de la Cour sous le n°1540 de l'année 2018 ;

Appelée à l'audience sus-indiquée, la cause après plusieurs renvois a été utilement retenue le 20 novembre 2018 sur les pièces, conclusions écrites et orales des parties ;

DROIT : En cet état, la cause présentait à juger les points de droit résultant des pièces, des conclusions écrites et orales des parties ;

La Cour a mis l'affaire en délibéré pour rendre son arrêt à l'audience du 12 mars 2019, délibéré qui a été vidé ;

Advenue l'audience de ce jour mardi 12 mars 2019, la Cour vidant son délibéré conformément à la loi, a rendu l'arrêt suivant :

La Cour

Vu les pièces du dossier;
Ensemble l'exposé des faits, procédure, prétentions et moyens des parties ;
Après en avoir délibéré conformément à la loi;

FAITS-PROCEDURE-PRETENTIONS ET MOYENS DES PARTIES

Par exploit en date du 09 octobre 2018, mesdames NIAMKE Rosalie veuve ANZOUAN Kacou, ANZOUAN Kacou Anastasie Marie Marguerite, ANZOUAN Kacou Evelyne Reine, ANZOUAN Kacou Lydie Gisèle Acouba, ANZOUAN Kacou Augustine Hélène, ANZOUAN Kacou Rosalie Ghislaine et ANZOUAN Kacou Jean-Baptiste, tous ayants droit de feu ANZOUAN Kacou, ont relevé appel de l'ordonnance N° 56 rendue le 22 août 2018 par le Président de la Section de Grand-Bassam, ordonnance signifiée le 02 octobre 2018 qui, après avoir déclaré nuls et de nul effet la saisie attribution de créance pratiquée le 23 juillet 2018 et l'acte de dénonciation du 27 juillet 2018, a ordonné mainlevée de ladite saisie attribution et les a condamnés solidairement à payer à monsieur MARTINEZ Y Royo Jorge et à madame MARTINEZ Y Royo Vanessa Loli la somme de 1.000.000 francs à titre de dommages-intérêts;

Il ressort de la décision attaquée que par exploit en date du 02 août 2018, monsieur MARTINEZ Y Royo Jorge et madame MARTINEZ Y Royo Vanessa Loli ont saisi le Juge de l'exécution de la Section de Tribunal de Grand-Bassam pour s'entendre déclarer nuls et de nul effet la saisie attribution de créance pratiquée le 23 juillet 2018 dans les livres de la BICICI ainsi que l'acte de dénonciation du 27 juillet 2018, ordonner mainlevée de ladite saisie et condamner solidairement les ayants droits de feu ANZOUAN Kacou sus nommés à leur payer la somme de 50.000.000 francs à titre de dommages-intérêts pour saisie abusive ;

Au soutien de leur action, ils exposent que suivant jugement civil N° 136 du 12 juin 2018, la Section de Tribunal de Grand-Bassam

les a condamné à payer solidairement et avec exécution provisoire, la somme de 42.218.280 francs ;

Ils expliquent qu'alors qu'ils avaient relevé appel dudit jugement et saisi le Premier Président d'une requête aux fins de défense à exécution provisoire dûment signifiée aux consorts ANZOUAN le 12 juillet 2018, ceux-ci ont fait pratiquer une saisie attribution sur les avoirs de leur restaurant dénommé LA PAYA logés dans les livres de la BICICI, laquelle saisie leur ayant été dénoncée le 27 juillet 2018 ;

Ils soulèvent la nullité de cette saisie pour défaut de titre exécutoire et violation de l'article 157-3° de l'Acte uniforme portant voies d'exécution, vu qu'il leur ont signifié par exploit en date du 12 juillet 2018, et conformément à l'article 181 nouveau du code de procédure civile, la requête aux fins de défense à exécution présentée au Premier Président pour voir suspendre l'exécution du jugement N°136 du 12 juin 2018 revêtue de la formule exécutoire qui a servi de base à la saisie ;

Ils soulèvent en outre la nullité du procès-verbal de saisie sur lequel ne figure pas le décompte distinct de la créance et la provision pour les intérêts à échoir conformément à l'article 157-3° de l'Acte uniforme portant voies d'exécution, de même que celle de l'acte de dénonciation pour violation de l'article 160-2° du même Acte uniforme eu égard à ce qu'il contient des mentions fausses ; Estimant par ailleurs que la saisie illégale leur a causé un préjudice en rendant indisponible leur compte bancaire, les consorts MARTINEZ ont sollicité la condamnation des défendeurs à leur payer la somme de 50.000.000 francs à titre de dommages-intérêts ;

En réplique, NIAMKE Rosalie veuve ANZOUAN Kacou et les six autres, tous ayants droit de feu ANZOUAN Kacou, déclarent ne pas s'opposer à la mainlevée de la saisie attribution pratiquée au motif qu'ils ignoraient les nouvelles dispositions de l'article 181 du code de procédure civile ; Ils plaident toutefois le rejet de la demande en paiement de dommages-intérêts, au motif que les demandeurs ne rapportent pas la preuve de leur préjudice, encore que la saisie n'a pas rendu indisponible tout le compte ;

Le Juge de l'exécution, sur le fondement de l'article 181 nouveau du code de procédure civile, a retenu qu'il n'est pas contesté que les demandeurs ont transmis par exploit d'huissier en date du 12

juillet 2018 une copie de la requête aux fins de défense à exécution provisoire aux défendeurs ; Il en a déduit que la saisie pratiquée en violation des dispositions susdites encourt la mainlevée ; Il a également fait droit à la demande en paiement de dommages-intérêts en condamnant les défendeurs au paiement de la somme de 1.000.000 francs ;

En cause d'appel, madame NIAMKE Rosalie veuve ANZOUAN Kacou et les six autres, tous ayants droit de feu ANZOUAN Kacou par le canal de leur conseil maître KOUDOU Gbaté ont déclaré acquiescer à la décision en ce qu'elle a ordonné la mainlevée de la saisie critiquée mais sollicite son infirmation pour ce qui est des autres dispositions ;

Ils font grief au Juge de l'exécution d'avoir outrepassé sa compétence en s'arrogeant le pouvoir de prononcer une condamnation au paiement de dommages-intérêts ;

Ils expliquent que les articles 169 et suivants de l'Acte uniforme portant voies d'exécution qui déterminent les conditions dans lesquelles se déroule la procédure aux fins de contestation de la saisie attribution, ne donnent pas pouvoir au juge de l'exécution de prononcer une condamnation au paiement des dommages et intérêts contre le créancier saisissant au motif que la saisie est abusive ;

Pour leur part, monsieur MARTINEZ Y Royo Jorge et madame MARTINEZ Y Royo Vanessa Loli par le biais de leur conseil la SCPA PARIS VILLAGE sollicitent d'une part, la confirmation de la décision critiquée en ce qu'elle a retenu que le juge de l'exécution est compétent pour prononcer une condamnation au paiement de dommages et intérêts ;

Ils expliquent que cette demande est fondée sur les dispositions de l'article 49 de l'acte uniforme sur les voies d'exécution qui fait du juge de l'exécution, un juge du fond, compétent pour connaître de cette demande ;

Ils relèvent que les appelants qui avaient reçu signification de la requête aux fins de suspension du jugement N°136 sus visé, ne pouvaient plus poursuivre l'exécution de cette décision qui n'avait plus son caractère exécutoire, de sorte qu'en l'exécutant, les appelants ont volontairement violé la loi et ont donc commis une faute ;

Les intimés sollicitent d'autre part, l'infirmerie de l'ordonnance attaquée en ce qu'elle ne leur a accordé que la somme d'un million de francs à titre de dommages et intérêts ;

Ils soutiennent que la faute des appelants qui se sont entêtés pour pratiquer la saisie a eu pour effet de rendre indisponible leur compte bancaire et celui du complexe hôtelier et qu'ils n'ont jusqu'alors, pas accès audit compte et la banque leur a infligé des frais du fait de cette saisie ;

Ils ajoutent que l'indisponibilité du compte a causé un important désagrément aux clients, habitués aux paiements par carte bancaire, les obligeant à payer en espèce ou même à changer d'hôtel ;

Ils font savoir que les paiements en espèces les ont mis dans une situation difficile puisqu'ils étaient obligés de trouver les moyens de sécuriser les importantes sommes d'argent recueillies pour éviter d'être l'objet d'attaque ;

Ils soutiennent que cette situation qui dure depuis le 23 juillet 2018, leur est préjudiciable puisqu'ils continuent de perdre de l'argent du fait de l'attitude fautive doublée d'une mauvaise intention des appelants ;

Ils forment appel incident, et demandent à la Cour de condamner les appelants à leur payer la somme de 50.000.000 francs à titre de dommages-intérêts;

DES MOTIFS

En la forme

Sur la recevabilité des appels

Les appels principal de madame NIAMKE Rosalie veuve ANZOUAN Kacou et autres, et incident de monsieur MARTINEZ Y Royo Jorge et de madame MARTINEZ Y Royo Vanessa Loli ont été relevés dans les formes et délais légaux ;
Il y a lieu de les déclarer recevables ;

Sur le caractère de la décision

Les parties ont conclu ;

Il convient de statuer contradictoirement ;

Au fond

Sur le moyen tiré de la compétence du juge de l'exécution pour connaître de la demande en paiement de dommages-intérêts

Aux termes de l'article 49 de l'Acte uniforme portant procédures simplifiées de recouvrement et voies d'exécution, la juridiction compétente pour statuer sur tout litige ou toute demande relative à une mesure d'exécution forcée ou à une saisie conservatoire est le Président de la juridiction statuant en matière d'urgence ou le Magistrat délégué par lui ; Ce texte fait du juge de l'urgence, le seul juge compétent pour connaître des difficultés de l'exécution et donc de toutes les demandes liées à cette exécution, dont la demande en paiement de dommages et intérêts ;

Le juge de l'exécution en se prononçant sur la demande en paiement des dommages et intérêts n'a donc pas statué au-delà de ses compétences ;

Il y lieu de rejeter ce moyen comme mal fondé ;

Sur l'appel incident

Monsieur MARTINEZ Jorge et madame MARTINEZ Vanessa demandent à la Cour de reformer la décision en ses dispositions concernant le montant des dommages et intérêts et de condamner les intimés à leur payer la somme de 50.000.000 francs ;

S'il est vrai que le principe de la condamnation au paiement des dommages et intérêts reste justifié en ce que la saisie pratiquée en dépit de la défense à exécution a causé un préjudice aux intimés, force est de reconnaître que ces derniers ne justifient pas du préjudice se rapportant au montant de 50.000.000 francs qu'ils réclament;

Il y a lieu de déclarer les intimés mal fondés en leur appel incident et de maintenir le montant de 1.000.000 francs à eux alloué pour la réparation de leur préjudice ;

Sur les dépens

Les appelants qui ont initié la présente procédure succombent à l'instance ;

Il convient de les condamner solidairement aux dépens ;

PAR CES MOTIFS

Statuant publiquement, contradictoirement, en matière d'exécution et en dernier ressort ;

En la forme

Déclare mesdames NIAMKE Rosalie veuve ANZOUAN Kacou, ANZOUAN Kacou Anastasie Marie Marguerite, ANZOUAN Kacou Evelynne Reine, ANZOUAN Kacou Lydie Gisèle Acouba, ANZOUAN Kacou Augustine Hélène et ANZOUAN Kacou Rosalie Ghislaine, monsieur ANZOUAN Kacou Jean-Baptiste et monsieur MARTINEZ Y Royo Jorge, madame MARTINEZ Y Royo Vanessa Loli recevables en leurs appels, tant principal qu'incident relevés de l'ordonnance N° 56 rendue le 22 août 2018 par le juge de l'exécution de la Section de Tribunal de Grand-Bassam ;

Au fond

Les déclare mal fondées en leurs appels respectifs ;


Les en déboute ;

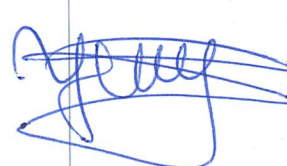
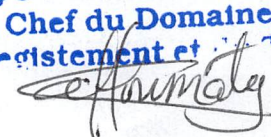
Confirme l'ordonnance attaquée en toutes ses dispositions ;

Met les dépens de l'instance solidairement à la charge des appelants ;

Ainsi fait jugé et prononcé publiquement par la Cour d'Appel d'Abidjan, (Côte d'Ivoire) les jour, mois et an, que dessus.

Et ont signé le Président et le Greffier.


GILBERNAIR B. Judith
Magistrat
Président de Chambre
Cour d'Appel d'Abidjan

 N100282810
D.F: 18.000 francs
ENREGISTRE AU PLATEAU
L8..... 03 MAI 2019
REGISTRE A.J. Vol..... F°.....
N°..... Bord.....
REÇU : Dix huit mille francs
Le Chef du Domaine, de
l'Enregistrement et des Timbres


1. NAME
 2. ADDRESS
 3. CITY
 4. STATE
 5. ZIP
 6. PHONE
 7. DATE
 8. SIGNATURE
 9. PRINT NAME
 10. PRINT ADDRESS
 11. PRINT CITY
 12. PRINT STATE
 13. PRINT ZIP
 14. PRINT PHONE
 15. PRINT DATE
 16. PRINT SIGNATURE
 17. PRINT NAME
 18. PRINT ADDRESS
 19. PRINT CITY
 20. PRINT STATE
 21. PRINT ZIP
 22. PRINT PHONE
 23. PRINT DATE
 24. PRINT SIGNATURE
 25. PRINT NAME
 26. PRINT ADDRESS
 27. PRINT CITY
 28. PRINT STATE
 29. PRINT ZIP
 30. PRINT PHONE
 31. PRINT DATE
 32. PRINT SIGNATURE
 33. PRINT NAME
 34. PRINT ADDRESS
 35. PRINT CITY
 36. PRINT STATE
 37. PRINT ZIP
 38. PRINT PHONE
 39. PRINT DATE
 40. PRINT SIGNATURE
 41. PRINT NAME
 42. PRINT ADDRESS
 43. PRINT CITY
 44. PRINT STATE
 45. PRINT ZIP
 46. PRINT PHONE
 47. PRINT DATE
 48. PRINT SIGNATURE
 49. PRINT NAME
 50. PRINT ADDRESS
 51. PRINT CITY
 52. PRINT STATE
 53. PRINT ZIP
 54. PRINT PHONE
 55. PRINT DATE
 56. PRINT SIGNATURE
 57. PRINT NAME
 58. PRINT ADDRESS
 59. PRINT CITY
 60. PRINT STATE
 61. PRINT ZIP
 62. PRINT PHONE
 63. PRINT DATE
 64. PRINT SIGNATURE
 65. PRINT NAME
 66. PRINT ADDRESS
 67. PRINT CITY
 68. PRINT STATE
 69. PRINT ZIP
 70. PRINT PHONE
 71. PRINT DATE
 72. PRINT SIGNATURE
 73. PRINT NAME
 74. PRINT ADDRESS
 75. PRINT CITY
 76. PRINT STATE
 77. PRINT ZIP
 78. PRINT PHONE
 79. PRINT DATE
 80. PRINT SIGNATURE
 81. PRINT NAME
 82. PRINT ADDRESS
 83. PRINT CITY
 84. PRINT STATE
 85. PRINT ZIP
 86. PRINT PHONE
 87. PRINT DATE
 88. PRINT SIGNATURE
 89. PRINT NAME
 90. PRINT ADDRESS
 91. PRINT CITY
 92. PRINT STATE
 93. PRINT ZIP
 94. PRINT PHONE
 95. PRINT DATE
 96. PRINT SIGNATURE
 97. PRINT NAME
 98. PRINT ADDRESS
 99. PRINT CITY
 100. PRINT STATE
 101. PRINT ZIP
 102. PRINT PHONE
 103. PRINT DATE
 104. PRINT SIGNATURE
 105. PRINT NAME
 106. PRINT ADDRESS
 107. PRINT CITY
 108. PRINT STATE
 109. PRINT ZIP
 110. PRINT PHONE
 111. PRINT DATE
 112. PRINT SIGNATURE
 113. PRINT NAME
 114. PRINT ADDRESS
 115. PRINT CITY
 116. PRINT STATE
 117. PRINT ZIP
 118. PRINT PHONE
 119. PRINT DATE
 120. PRINT SIGNATURE
 121. PRINT NAME
 122. PRINT ADDRESS
 123. PRINT CITY
 124. PRINT STATE
 125. PRINT ZIP
 126. PRINT PHONE
 127. PRINT DATE
 128. PRINT SIGNATURE
 129. PRINT NAME
 130. PRINT ADDRESS
 131. PRINT CITY
 132. PRINT STATE
 133. PRINT ZIP
 134. PRINT PHONE
 135. PRINT DATE
 136. PRINT SIGNATURE
 137. PRINT NAME
 138. PRINT ADDRESS
 139. PRINT CITY
 140. PRINT STATE
 141. PRINT ZIP
 142. PRINT PHONE
 143. PRINT DATE
 144. PRINT SIGNATURE
 145. PRINT NAME
 146. PRINT ADDRESS
 147. PRINT CITY
 148. PRINT STATE
 149. PRINT ZIP
 150. PRINT PHONE
 151. PRINT DATE
 152. PRINT SIGNATURE
 153. PRINT NAME
 154. PRINT ADDRESS
 155. PRINT CITY
 156. PRINT STATE
 157. PRINT ZIP
 158. PRINT PHONE
 159. PRINT DATE
 160. PRINT SIGNATURE
 161. PRINT NAME
 162. PRINT ADDRESS
 163. PRINT CITY
 164. PRINT STATE
 165. PRINT ZIP
 166. PRINT PHONE
 167. PRINT DATE
 168. PRINT SIGNATURE
 169. PRINT NAME
 170. PRINT ADDRESS
 171. PRINT CITY
 172. PRINT STATE
 173. PRINT ZIP
 174. PRINT PHONE
 175. PRINT DATE
 176. PRINT SIGNATURE
 177. PRINT NAME
 178. PRINT ADDRESS
 179. PRINT CITY
 180. PRINT STATE
 181. PRINT ZIP
 182. PRINT PHONE
 183. PRINT DATE
 184. PRINT SIGNATURE
 185. PRINT NAME
 186. PRINT ADDRESS
 187. PRINT CITY
 188. PRINT STATE
 189. PRINT ZIP
 190. PRINT PHONE
 191. PRINT DATE
 192. PRINT SIGNATURE
 193. PRINT NAME
 194. PRINT ADDRESS
 195. PRINT CITY
 196. PRINT STATE
 197. PRINT ZIP
 198. PRINT PHONE
 199. PRINT DATE
 200. PRINT SIGNATURE
 201. PRINT NAME
 202. PRINT ADDRESS
 203. PRINT CITY
 204. PRINT STATE
 205. PRINT ZIP
 206. PRINT PHONE
 207. PRINT DATE
 208. PRINT SIGNATURE
 209. PRINT NAME
 210. PRINT ADDRESS
 211. PRINT CITY
 212. PRINT STATE
 213. PRINT ZIP
 214. PRINT PHONE
 215. PRINT DATE
 216. PRINT SIGNATURE
 217. PRINT NAME
 218. PRINT ADDRESS
 219. PRINT CITY
 220. PRINT STATE